

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MP 26-03

Acheteur :

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Constitution, prélèvement, conditionnement, acheminement et analyse en laboratoire d'échantillons de chanvre en France Métropolitaine

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation	4
Article 2. Procédure de passation	4
Article 3. Décomposition de la consultation.....	4
Article 4. Pièces constitutives du marché	5
Article 5. Durée du marché et délais d'exécution	5
Article 6. Obligations sociales	5
Article 7. Obligations environnementales.....	5
Article 8. Etablissement des prix du marché.....	6
8.1 Type et forme des prix	6
8.2 Contenu des prix.....	6
8.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	6
8.4 Révision / actualisation des prix	6
Article 9. Conditions générales d'exécution	7
9.1 Délais d'exécution.....	7
9.2 Lieux d'exécution des prestations.....	7
9.3 Modalités d'engagement des prestations	7
Article 10. Conditions particulières d'exécution	8
Article 11. Obligations des cocontractants	8
11.1 Obligations communes	8
11.2 Obligations de l'ASP	8
11.3 Obligations du titulaire	8
11.3.1 Obligations générales	8
11.3.3 Pièces et attestations.....	9
11.3.4 Modification affectant le titulaire au cours du marché	9
Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire.....	10
Article 13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	10
Article 14. Livraison	10
Article 15. Vérification et admission.....	10
Article 16. Pénalités et réfections	11
16.1 Pénalités en cas de retard	11
16.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale.....	11
16.3 Pénalités relatives à la clause développement durable	11
16.4 Pénalités en cas de prestations non conformes	11
16.5 Application des pénalités	11
16.6 Réfections.....	12
Article 17. Responsabilité et assurances.....	12
17.1 Responsabilité	12

17.2	Assurance.....	12
Article 18. Exécution financière du marché.....		12
18.1	Avance.....	12
18.2	Echéancier des paiements/acomptes.....	12
18.3	Solde du paiement des prestations.....	13
18.4	Contenu des demandes de paiement.....	13
18.5	Adresse de facturation.....	13
18.6	Dématérialisation des factures	13
18.7	Régime des paiements	13
18.7.1	Mode et délai de paiement	13
18.7.2	Intérêts moratoires.....	14
Article 19. Retenue de garantie.....		14
Article 20. Cession ou nantissement de créance.....		14
Article 21. Protection des données à caractère personnel		14
Article 22. Sous-traitance		14
Article 23. Résiliation du marché.....		14
Article 24. Règlement des différends et litiges		15
Article 25. Modifications de marché.....		15
25.1	Clause de réexamen.....	15
25.2	Prestations supplémentaires de marché.....	16
25.3	Autres modifications de marché : modifications non substantielles	16
25.4	Autres modifications de marché : circonstances imprévues	16
25.5	Autres modifications de marché : substitution de titulaire	16
26.1	Principes généraux de confidentialité	16
26.2	Confidentialité	16
26.3	Utilisation de l'intelligence artificielle.....	17
Article 27. Dérogations au CCAG		17

Article 1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services pour le pilotage, l'identification des parcelles en lien avec les exploitants concernés, le prélèvement, le conditionnement, le stockage, l'acheminement et l'analyse en laboratoire d'échantillons de chanvre en France métropolitaine.

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le C.C.T.P MP26-03 commun aux 2 lots.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

Article 3. Décomposition de la consultation

La présente consultation est composée de 2 lots indépendants, conformément à l'article R2113-1 du code la commande publique.

Chacun des lots consiste en un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 de la commande publique.

Les prestations de chacun des lots se décomposent comme suit :

Lot	Prestations associées
1	Prestation 1 : Pilotage général des opérations
	Prestation 2 : Prise de contact avec les exploitants agricoles
	Prestation 3 : Identification des parcelles
	Prestation 4 : Prélèvement des échantillons sur le terrain
	Prestation 5 : Préparation et stockage des échantillons
	Prestation 6 : Acheminement des échantillons au laboratoire d'analyse
	Prestation 7 : Rapport d'analyse
2	Prestation 1 : Analyse des échantillons

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé (**un par lot**) et son annexe complétée :
 - o Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) annexe financière pour chacun des lots
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe :
 - o Annexe 1 : « Développement durable »
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots, et ses annexes intégrées.
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. L'offre du titulaire formulée sur la base du cadre du mémoire technique du lot correspondant

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Article 5. Durée du marché et délais d'exécution

La durée et les modalités de reconduction du marché sont précisées dans l'acte d'engagement.

Article 6. Obligations sociales

Les obligations s'imposant au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les éventuels sous-traitants du titulaire sont soumis aux règles précitées.

Article 7. Obligations environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Ces aspects environnementaux de la prestation sont définis dans l'annexe dédiée.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Article 8. Etablissement des prix du marché

8.1 Type et forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires et définitifs.

8.2 Contenu des prix

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurant dans l'annexe n°1 financière à l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

Les frais de transport, d'hébergement et de restauration des intervenants relatifs à la conduite des prestations attendues sont inclus dans le tarif journalier.

8.3 Date d'établissement des prix initiaux

Les prix initiaux de chaque lot sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.4 Révision / actualisation des prix

Les prix de chaque lot sont révisibles à la hausse ou à la baisse annuellement par l'application de la formule décrite ci-dessous à la date anniversaire de notification du marché :

$$Pr = Po * (Im - 3 / Io)$$

Pr : Prix révisé

Po : Prix de la première année de marché

Im - 3 : valeur de l'indice trois mois avant la révision du prix

Io : valeur de l'indice le mois de remise des offres (février 2026)

Indice pratiqué pour le lot 1 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services – identifiant 010545930

Indice pratiqué pour le lot 2 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques – Identifiant 010545940

L'initiative de la révision appartient au titulaire qui doit faire parvenir sa demande de révision de prix à l'ASP, par courriel ou lettre simple, en y joignant le calcul du coefficient de révision au plus tard un mois avant la date fixée pour la révision des prix du marché.

Il n'y a pas de révision la dernière année de marché. Sur la durée totale du marché (période initiale et reconductions) il ne peut donc y avoir plus de trois révisions de prix.

Les nouveaux prix, dûment révisés, s'appliquent à toutes les commandes émises après la date de révision effective des prix (soit la date anniversaire de notification du marché).

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive. En cas de non transmission dans les délais et formes mentionnées les tarifs restent applicables pour l'année suivante.

Article 9. Conditions générales d'exécution

Pour chaque lot, le titulaire doit exécuter les prestations du marché dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

9.1 Délais d'exécution

Ils sont fixés dans le CCTP (articles 4.1 et 4.2).

9.2 Lieux d'exécution des prestations

Pour le lot n° 1 : les prestations objet du lot n° 1 sont à réaliser en France métropolitaine, sur les parcelles sélectionnées et dans les locaux du titulaire.

Pour le lot n° 2 : les prestations objet du lot n° 2 sont à réaliser dans les locaux du titulaire.

9.3 Modalités d'engagement des prestations

Les prestations des lots 1 et 2 feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement de chaque lot.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà dans la limite 30 jours calendaires.

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la référence du lot
- la désignation de la prestation
- le lieu de la prestation
- le délai d'exécution
- les quantités d'échantillon à prélever (lot 1) ou à analyser (lot 2)
- la méthode de prélèvement à appliquer (A ou B) (lot1)
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

En cas de dépassement des délais prévus conformément aux dispositions ci-avant, le titulaire s'expose à des pénalités prévues ci-après.

Au titre du lot n°1, un premier bon de commande sera émis sur la base de la quantité minimum d'échantillons à prélever.

Des bons de commandes complémentaires pourront être établis ultérieurement, sur la base du tableau récapitulatif du nombre de prélèvements à effectuer par région et par exploitant (annexe 3 du CCTP), établi par le titulaire du lot 1 en fonction des éléments recueillis lors de la prise de contact avec l'exploitant agricole (cf. article 4.1.2. du CCTP) ou pour des prélèvements qui n'auraient pas été identifiés au moment de la sélection des parcelles au cours de la période de prélèvement.

Au titre du lot n°2, un seul et unique bon de commande annuel sera émis sur la base de la totalité des échantillons prélevés et à analyser.

Les bons de commande seront adressés au titulaire de chacun des lots du présent marché par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG TIC / PI / Travaux, le titulaire disposera de **15 jours ouvrés** au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Article 10. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, un agent responsable du suivi du marché à l'ASP sera désigné au sein du service des contrôles. En son absence, le/la chef(fe) de service des contrôles assurera cette responsabilité.

Le titulaire de chacun des lots désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

Un comité de suivi annuel est organisé dans les bureaux du service des contrôles de la Direction des soutiens directs agricoles (DSDA) au siège de l'ASP à Montreuil, en présence des responsables de l'ASP et des titulaires des deux lots. Ce comité de suivi peut être organisé le cas échéant en distanciel.

Article 11. Obligations des cocontractants

11.1 Obligations communes

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

11.2 Obligations de l'ASP

L'ASP :

- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligations générales

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;

- une obligation de conseil et de mise en garde ;
- une obligation de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à assurer la stabilité et le niveau de compétences de ses équipes intervenant pour l'ASP pendant toute la durée d'exécution du marché ;
- à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de ce marché ;
- à garantir un transport et un stockage sécurisé des prélèvements ;
- à fournir le matériel décrit dans le CCTP.

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

11.3.2 Obligations particulières

Pour le lot n°2 :

Le titulaire s'engage à transmettre les résultats d'analyse sous la forme décrite à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021, conjointement à l'ASP (Service des contrôles) et au titulaire du lot n°1, au plus tard en semaine 42 de chacune des années considérées du présent marché.

Il s'engage :

- à ne pas communiquer les résultats d'analyses ou tout autre élément relatif à la prestation à un tiers autre que la personne publique et le titulaire du lot n°1 ;
- à informer la personne publique en cas de modification des protocoles de traitement des échantillons.

11.3.3 Pièces et attestations

Pour chacun des lots, le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

11.3.4 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire

Pour chacun des lots, le titulaire désigne, dès la notification du marché, un membre de sa structure comme référent de l'ASP au titre des prestations confiées dans le cadre du présent marché. Ce référent constituera, pour l'ASP, l'interlocuteur privilégié du titulaire pour toutes questions relatives au présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le référent proposé par le titulaire demeure sous la responsabilité et l'autorité de son employeur titulaire du marché. L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

En cas de décision de l'administration de récuser le référent mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du présent marché ou en cas d'indisponibilité de cette personne, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour désigner un remplaçant, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP.

L'ASP peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Elle en informe le titulaire dans les 3 semaines à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouveau référent est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouveau référent.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement doit permettre d'assurer la continuité du service.

Article 13. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

L'ASP conserve tous les droits dont elle est détentrice sur les matériels, programmes, logiciels, données et fichiers mis à la disposition du titulaire pour les besoins d'exécution du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASP tous les droits de propriété intellectuelle sur les livrables, notamment sur les logiciels spécifiques et la documentation, au fur et à mesure de leur élaboration, et ce, pour toute la durée de protection légale de l'article L.123.1 du Code de la Propriété Intellectuelle et pour le monde entier.

Ces droits comprennent notamment les droits d'utilisation, de reproduction, de cession, d'adaptation et de modification tels que définis dans le Code de la Propriété Intellectuelle pour tout usage pendant toute la durée de leur protection

Article 14. Livraison

Pour le lot 1, par dérogation à l'article 20.3 du CCAG/FCS, aucun frais supplémentaire de livraison ne sera rémunéré distinctement en cas de difficulté exceptionnelle de manutention liée à la disposition des locaux du titulaire du lot 2.

Article 15. Vérification et admission

Elles sont définies au CCTP –(cf. art. 4.1.8 et 4.2) et à l'article 18.2 du présent CCAP.

Article 16. Pénalités et réfections

Les pénalités sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

L'application des pénalités n'exonère pas le titulaire de l'exécution de la prestation commandée.

Les pénalités décrites ci-après sont déduites sur le montant HT de la facture.

Dans le calcul des pénalités, toute période débutée est réputée complète.

16.1 Pénalités en cas de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, et pour chacun des deux lots, dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'honorer une prestation prévue au calendrier détaillé de son offre, sauf cas de force majeure, il sera appliqué par jour ouvré de retard une pénalité d'un montant de 10% du prix hors taxe unitaire multiplié par le nombre d'échantillons en cause.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard éventuelles sont encourues jusqu'à la date de réalisation effective de la prestation et validation.

Une prolongation du délai de réalisation sera accordée par la personne publique dans le cas où une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire du marché ferait obstacle à l'exécution de la prestation aux dates convenues (cas de force majeure, ou raison incombant à l'ASP) sans qu'il soit appliqué de pénalités.

16.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale

Sans Objet

16.3 Pénalités relatives à la clause développement durable

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée le cas échéant, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

16.4 Pénalités en cas de prestations non conformes

Pour chacun des deux lots, en cas de prestation réalisée de façon non conforme à l'engagement du titulaire dans son offre, notamment pour ce qui concerne le respect des règlements applicables en la matière (cf. CCTP), la prestation en cause devra être à nouveau exécutée par le titulaire sans surcoût. Les délais d'exécution servant de base au calcul des pénalités de retard continuent à courir jusqu'à ce que la prestation soit mise en conformité. Seule la prestation conforme sera due par l'ASP.

16.5 Application des pénalités

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le montant des pénalités sera calculé et imputé sur la facture du bon de commande en cause.

Les pénalités sont cumulatives.

16.6 Réfections

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

Article 17. Responsabilité et assurances

17.1 Responsabilité

La responsabilité du titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le titulaire sera tenu responsable de tout dommage direct ou corporel, matériel ou immatériel, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le titulaire.

17.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18. Exécution financière du marché

18.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, il est fait application de l'option A.

18.2 Echancier des paiements/acomptes

Pour chaque lot, la facturation sera faite de la façon suivante :

- acompte de 30 % du montant du bon de commande, après réalisation d'au moins 30% d'exécution des prestations objet de la commande et sur présentation de facture ;
- solde après exécution de la totalité des prestations objet du bon de commande.

Pour le lot 1, en accompagnement de sa facture, le titulaire adressera à l'ASP (DSDA/SC) le rapport détaillé des tâches effectuées accompagné des fiches de prélèvements et du tableau de bord des

opérations de prélèvement consolidé tel que décrit à l'article 4.1.1. du CCTP, daté et paraphé par son représentant légal.

Pour le lot 2, en accompagnement de sa facture, le titulaire adressera le rapport détaillé des tâches effectuées accompagné du tableau des résultats d'analyse tel que décrit à l'article 4.2. du CCTP, daté et paraphé par son représentant légal.

18.3 Solde du paiement des prestations

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP.

18.4 Contenu des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- La dénomination de la prestation
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au **taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

18.5 Adresse de facturation

Les factures seront adressées au siège de l'ASP :

ASP

12 rue Henri Rol-Tanguy

TSA 100001

93555 Montreuil-sous-Bois cedex

A l'attention de la **direction des soutiens directs agricoles / Service des contrôles**

18.6 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché, communiqué** au titulaire après notification.

18.7 Régime des paiements

18.7.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du présent marché.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

18.7.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 19. Retenue de garantie

Sans objet.

Article 20. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 21. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Article 22. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG-FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre/marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Article 23. Résiliation du marché

- Pour motif d'intérêt général :

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

- **Pour tous les autres cas :**

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

Article 24. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Toutefois, par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de différend, la réclamation du titulaire doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu. Le pouvoir adjudicateur dispose également d'un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 25. Modifications de marché

25.1 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- *d'une modification réglementaire ;*
- *de la nécessité de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas à l'annexe financière mais rendu indispensable à la bonne réalisation des prestations ;*
- *d'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, de diminuer le coût global de possession etc.*

L'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille du bordereau des prix ;
- prix ne dépassant pas le montant le plus élevé de la famille concernée, et, dans tous les cas, inférieur à 300 € ;
- le nombre d'items ajoutés au bordereau des prix dans les conditions précédentes ne devra pas dépasser 10 % du nombre total d'items sur la durée totale d'exécution du contrat (par exemple sur 1 000 prix au BPU, 100 prix nouveaux pourront au maximum être ajoutés par OS) ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

Ce type de modification sera alors réalisé par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au titulaire.

25.2 Prestations supplémentaires de marché

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un ordre de service .

25.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un ordre de service.

25.4 Autres modifications de marché : circonstances imprévues

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent marché / les présents marchés.

Ces modifications feront alors l'objet d'un ordre de service

25.5 Autres modifications de marché : substitution de titulaire

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 26. Clause de confidentialité

26.1 Principes généraux de confidentialité

Les informations gérées par l'ASP sont classifiées et marquées selon l'échelle ci-dessous.

Niveau	Nom
C4	Informations stratégiques et internes à l'Administration
C3	Informations concernant les bénéficiaires, agents ou intervenants et internes à l'Administration
C2	Informations ne contenant pas de données à caractère personnel et internes à l'Administration
C1	Informations publiques

Toute information non marquée est réputée classifiée C3.

Les informations classifiées C2 à C4 selon cette échelle ou dont le caractère « confidentiel » a été formellement spécifié sont réputées confidentielles. Ainsi, sont considérées comme confidentielles, les informations (notes, procédures et autres documents internes à l'Agence) et, le cas échéant, les données accessibles par le titulaire ou mises à sa disposition dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit appliquer les mesures de sécurité permettant d'assurer la confidentialité des informations et données mises à sa disposition conformément à l'article confidentialité du CCAG de référence.

Les données intégrées ou générées sont utilisables dans le cadre de l'article « régime des données » du CCAG de référence. De même, la destruction des données s'opère en conformité à l'article « destruction des données » et « audit de sécurité » du CCAG de référence le cas échéant.

26.2 Confidentialité

Le titulaire s'engage à faire respecter et à garder confidentielles toutes les informations administratives et techniques qui lui auront été communiquées par l'ASP au titre des prestations décrites dans le marché signé avec l'ASP et à restituer sur simple demande tous les documents et supports informatiques ou autres confiés pour la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel la confidentialité des informations transmises par la MOA.

L'absence de consignes en ce sens et/ou tout constat de défaut de confidentialité pourront conduire la MOA à décider de la résiliation immédiate du présent marché sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnisation.

Le titulaire et la MOA s'engagent expressément pour la durée du marché qui les lie et 5 (cinq) ans à compter de son expiration ou de sa dénonciation anticipée pour quelque cause que ce soit :

- à considérer comme confidentielles et à traiter comme telles toutes les informations commerciales et techniques spécifiques communiquées dans le cadre des prestations décrites ci-dessus et toutes les données, études et informations résultant de leur exécution ;
- à ne pas communiquer à des tiers tout ou partie des dites données ou informations, qu'elles aient été matérialisées ou non ;
- à ne pas reproduire ou autoriser la reproduction de ces données ou informations ;
- à ne pas publier ou en faire une utilisation commerciale ;
- à prendre, à l'égard des tiers et de leur personnel, toutes dispositions appropriées pour faire respecter cet engagement.

Le titulaire s'engage à utiliser les données remises par la MOA ainsi que celles produites uniquement dans le cadre du présent marché.

L'ASP disposera de la libre utilisation des résultats des travaux du titulaire.

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété d'aucune sorte (intellectuelle ou autre) sur les informations mises à disposition par l'ASP pour l'exécution des prestations, quel que soit le support de ces informations. Il ne pourra en aucun cas les reproduire, les communiquer à des tiers, les publier ou en faire une utilisation commerciale.

26.3 Utilisation de l'intelligence artificielle

Règles générales

Au sens du présent article, la maîtrise d'une intelligence artificielle s'entend comme la maîtrise de son hébergement, des données utilisées pour son entraînement et des mesures permettant d'assurer sa sécurité, notamment en matière de droits d'accès. Conséquemment, l'ASP se réserve le droit de refuser l'utilisation d'intelligences artificielles dans le cadre des prestations du présent marché si le titulaire n'a pas apporté les garanties nécessaires en matière de sécurité. En particulier, l'utilisation d'intelligences artificielles non maîtrisées est strictement interdite au titre des prestations du présent marché.

Lorsqu'il met en œuvre une intelligence artificielle dans le cadre d'une prestation, le titulaire est soumis à une obligation de résultat en matière de sécurité. A ce titre, il veillera plus particulièrement à ce que les seules données utilisées par l'intelligence artificielle soient celles pour lesquelles il aura obtenu l'accord préalable de l'Agence.

Article 27. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
article 14	article 20.3
Article 16	Article 14
article 23	article 42
article 24	article 46